

PROFIL

JOSEPH DEISS

Né en 1946 à Fribourg, Joseph Deiss siège au Conseil fédéral de 1999 à 2006. Ce professeur d'économie est un des artisans de l'adhésion de la Suisse à l'ONU en 2002. Depuis septembre, il préside la 65^e session de l'Assemblée générale de l'ONU.



PATRICK VALLÉLIAN

JOSEPH DEISS LE G20 N'A PAS LA LÉGITIMITÉ DE L'ONU

RÉFORME. Les vingt puissances mondiales doivent rendre des comptes aux autres pays du monde, estime Joseph Deiss. Le président suisse de l'Assemblée générale de l'ONU y travaille.

PROPOS RECUEILLIS A NEW YORK PAR
PATRICK VALLÉLIAN

Cette fonctionnaire de haut niveau de l'ONU ne peut plus venir travailler sur des talons. «Si je veux suivre notre président Joseph Deiss dans les couloirs, je dois porter des chaussures basses», sourit cette diplomate qui s'occupe de dossiers importants au sein du cabinet du président de l'Assemblée générale onusienne, à New York. «C'est un homme très dynamique. Il court tout le temps, si je puis dire...» Ainsi va la vie de la grosse quinzaine de collaborateurs du président Deiss. Depuis l'entrée en fonctions du Fribourgeois à la mi-septembre, ils ont appris à se

lever de bonne heure, à se mettre au travail aux aurores et à suivre le rythme de l'ancien conseiller fédéral. «Je n'ai qu'une année devant moi», plaide Joseph Deiss assis derrière son bureau avec, à sa droite, les drapeaux de l'ONU, de la Suisse et du canton de Fribourg. Interview exclusive d'un hyperactif qui se sent rudement bien dans ses habits de premier citoyen du monde.

Avant votre départ à New York, vous aviez promis à «L'Hebdo» d'être un président de l'Assemblée générale de l'ONU «fiable comme une horloge suisse, consistant comme un bon gruyère et multifonctionnel comme un couteau suisse»

(notre édition du 8 septembre 2010). Mission accomplie? Ce n'est pas à moi de le dire...

On dit dans les couloirs de l'ONU que vous avez su imposer un dynamisme inédit qui tranche avec celui de vos prédécesseurs, que votre présence à toutes les réunions, même tard le soir, est plutôt appréciée pour un président et qu'il y a une vraie «swiss touch», une écoute des problèmes de chacun et, surtout, ce sens de la ponctualité qui tranche à l'ONU où les séances commencent le plus souvent avec un quart d'heure de retard...

Donc les échos sont bons. J'en suis content. Quant à la ponctua-

lité... c'est une question de respect. Il s'agit surtout d'imprimer un rythme de travail.

Mais ils sont rares les présidents de l'Assemblée générale de l'ONU à avoir osé rétrograder un président américain de la deuxième à la cinquième position en tant qu'orateur... Comme Barack Obama était en retard, vous l'avez fait attendre. Tout un symbole?

Comme vous le savez, j'ai été professeur (*sourire*). Quand vous prenez une classe en début d'année, la première leçon est décisive. Si vous n'imposez pas votre patte dès le départ, vous risquez d'être chahuté toute l'année. Ici, je ne suis évidemment pas un maître d'école, mais quand il faut y aller, il faut y aller. Nous n'avons qu'une année devant nous et beaucoup de travail. Et puis, cela a permis à Doris Leuthard, notre présidente de la Confédération, de passer en deuxième position, à la place du président américain Obama et d'avoir toute l'attention de la salle. C'est d'ailleurs ce que j'ai dit à l'assemblée onusienne. La Suisse n'est pas une puissance planétaire, mais au moins, elle est à l'heure (*sourire*).

Et Barack Obama, il vous en a tenu rigueur?

Non. Il a compris. J'ai eu ensuite un long entretien avec lui avant le repas offert par le secrétaire général Ban Ki-moon lors du premier jour de l'assemblée. Nous avons notamment abordé la question de la gouvernance mondiale, le thème central de mon année présidentielle.

Et qu'est-ce que le président Obama vous a dit?

Il s'est montré très intéressé par le sujet tout en me rendant attentif au fait que le terme «global gouvernance» pouvait être interprété aux USA comme une volonté de l'ONU de créer un gouvernement mondial doté

d'un parlement mondial. Or ce n'est pas mon intention. Je veux que l'ONU soit l'endroit où les pays souverains peuvent se parler et trouver des solutions ensemble à tous les problèmes qui les concernent. Et que ce soient les crises économiques, les conflits armés et les questions environnementales, ces problèmes sont globaux. Il leur faut des solutions globales. Un pays qui agit seul ne peut les résoudre.

Avec l'émergence du G20 qui a très clairement rappelé son leadership à Séoul lors de son sommet au début du mois, on a pourtant l'impression que l'ONU est en train d'être mise hors jeu.

C'est exactement ce que je cherche à éviter. Cela dit, je ne suis pas en train d'affirmer que je suis contre le G20. Pour moi, c'est une initiative salutaire qui porte ses fruits. En revanche, il faut éviter qu'un groupe de pays ne devienne une superorganisation qui impose ses idées aux autres nations. Mon travail actuel vise à ramener les sujets importants dans l'enceinte de l'ONU. C'est là que se joue l'avenir du monde. Le G20 n'a pas la légitimité dont jouit l'ONU.

Raison pour laquelle vous avez convoqué une séance de l'Assemblée générale avant et après le sommet du G20?

Oui. C'est une question de leadership. Les 172 autres pays de l'ONU doivent avoir la possibilité de demander aux vingt puissances mondiales de rendre des comptes. Une question d'inclusivité et de légitimité. Il a fallu convaincre tous les partenaires de l'utilité d'une telle démarche inédite. Mais aujourd'hui, la mayonnaise commence à prendre. La preuve: les Français, qui ont repris la présidence du G20 et vont organiser en 2011 son prochain sommet, m'ont

contacté pour participer à nos séances informelles. Et Jean-David Levitte, le sherpa du président français Sarkozy, était présent lors de notre réunion à l'Assemblée générale après le Sommet du G20. J'ose espérer que ces séances deviendront des rendez-vous obligatoires à l'avenir.

Mais la montée en puissance du G20, dont les membres pèsent plus de 90% du produit mondial brut, n'est-elle pas la preuve de l'échec de l'ONU?

Je ne suis pas d'accord de parler d'échec au sujet de l'ONU. Pensez par exemple à la pauvreté. Si elle a reculé sur la planète, c'est en grande partie grâce à cette organisation qui est souvent décriée

«LA SUISSE N'EST PAS UNE PUISSANCE PLANÉTAIRE, MAIS AU MOINS, ELLE EST À L'HEURE.»

Joseph Deiss, président de l'Assemblée générale de l'ONU

à tort. Si la santé des humains est meilleure aujourd'hui, c'est aussi parce que l'ONU existe.

Reste que les fameux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui visent notamment à réduire de deux tiers la mortalité infantile sont loin d'être remplis...

Nous avons jusqu'à 2015 pour y arriver. Et nous allons y arriver. Ce que vous oubliez au sujet de la mortalité infantile par exemple, c'est qu'elle a déjà été réduite de moitié depuis 1990. Et jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'avons réalisé autant de progrès contre la pauvreté. Mais vous avez raison sur un point, il reste beaucoup à faire. D'ailleurs, lors du récent sommet sur les OMD à New York, les leaders mondiaux l'ont clairement dit: nous allons redoubler d'efforts pour atteindre les Objectifs en 2015.

Face à la montée en puissance du G20, dont les membres imposent leur vision globale, l'ONU n'est-elle pas condamnée à se réformer rapidement pour s'adapter à la nouvelle donne?

Oui. La création du G20 ne doit rien au hasard. Les pays les plus industrialisés ont voulu un organe où ils pouvaient prendre des décisions rapides. Nous vivons un moment charnière pour l'ONU. Nous devons développer un système global qui soit à la fois efficace et permette à chaque pays de faire entendre sa voix. Il est complètement normal que l'ONU, qui a été créée il y a 65 ans, doive s'adapter à son temps même si une telle réforme n'est pas facile. Prenez l'exemple de la Suisse où nous avons

accepté de justesse un toilettage de la Constitution à la fin des années 1990. De tels exercices prennent du temps.

Et pour les relations entre l'ONU et le G20?

Il faut restaurer le système onusien de telle façon qu'un G20 puisse avoir lieu et trouver sa légitimité dans le cadre de l'ONU. C'est aussi simple que cela.

A propos, quel bilan tirez-vous du sommet du G20 où, finalement, les grands de ce monde ont décidé de ne rien décider...

En tant que président de l'Assemblée générale, je n'ai pas à commenter ce bilan. Ce n'est pas mon rôle. Ce que le professeur d'économie regrette en revanche, c'est qu'à chaque fois qu'une difficulté économique se présente, les Etats en reviennent à leur réflexe protectionniste alors que cela se retourne toujours contre eux. Autre constat: à chaque sommet du G20, les chefs d'Etat affirment qu'ils luttent contre ce fléau. Mais qui appli-

que des mesures protectionnistes depuis deux ou trois ans? Les mêmes membres du G20. Le danger est là. Il faut éviter la surenchère en laissant fonctionner les marchés. Dans ce domaine, le G20 ne peut pas faire de miracles.

En parlant de miracles, on ne voit rien venir au sujet des négociations pour la réforme du Conseil de sécurité?

Parce qu'elles ont déjà commencé?

C'est en tout cas ce qu'affirme l'ONU dans ses communiqués de presse...

Eh bien, ce n'est pas ma façon de voir les choses. Présenter sa position ne signifie pas encore négocier. Trouver une issue à cette situation qui dure depuis 18 ans en une année n'est probablement pas réaliste, mais je veux au moins mettre les gens autour de la table durant mon année présidentielle afin que les négociations débutent.

Et la Suisse au Conseil de sécurité en 2022, comme le propose la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, vous y croyez?

La Suisse en tant que membre de l'ONU peut très bien en être. D'autant que cela n'aura aucun impact sur sa neutralité.

Vous redoutez les conséquences d'un vote favorable, le 28 novembre, à l'initiative UDC à propos du renvoi des étrangers criminels?

Je ne commente pas cette échéance, mais de manière générale, j'espère que mon pays gardera sa force morale. Le monde a toujours eu une haute opinion de nous parce que nous avons été à l'origine de nombreuses belles idées, comme la Croix-Rouge. Il faut éviter que des décisions politiques hasardeuses ne mettent en danger ce capital sympathie. ◦